

► *Le démantèlement du réseau a commencé ?*

LES NOUVEAUX DÉPUTÉS de l'étranger, largement membres de la majorité, ne se manifestent pour beaucoup, ni par leur connaissance des dossiers ni par leur présence sur le terrain. Leur prise de position commune, au travers d'une lettre ouverte au ministre, bien que tiède et peu convaincante, relaie cependant l'inquiétude suscitée par l'annonce de la baisse du budget de l'AEFE et de la suppression massive des postes de détachés. Elle souligne à sa manière la montée en puissance des protestations parmi tous les acteurs des communautés scolaires des établissements de par le monde dont nous avons de notre côté de très nombreux échos.

C'est pour cette année plus de 160 suppressions de postes qui sont annoncées. Ces suppressions constituent d'ores et déjà un coup de tonnerre. Elles ne sont probablement que le prélude à des suppressions de postes plus dures les années suivantes. Il faut s'attendre à ce que dans certains établissements ou certains pays des collègues voient leur détachement prendre fin à l'issue des cycles de trois ans.

La situation est vraiment inquiétante et tout particulièrement parce que le positionnement du gouvernement, strictement conditionné par des considérations financières, oblige l'Agence à un pilotage à vue qui à courte échéance ne peut avoir que des conséquences désastreuses et irréversibles pour le réseau.

Nous devons nous mobiliser et exiger que les établissements de l'étranger fassent l'objet d'une attention comparable en termes budgétaires que les établissements de l'Hexagone. Nous devons exiger que l'Agence puisse faire face à ses missions de service public au service des Français de l'étranger et de rayonnement de la France à l'étranger.

Ludovic Chevutschi